

communiqué

La CGT 31, la FSU 31 et Solidaires 31 s'inquiètent du harcèlement policier et judiciaire que Kaddour Chouicha subit en Algérie.

Kaddour Chouicha est vice-président de la Ligue algérienne pour la Défense des droits de l'Homme (LADDH), coordonnateur national du syndicat des enseignants du supérieur Solidaire et membre du bureau exécutif de la Confédération générale autonome des Travailleurs en Algérie. Il est aussi l'un des principaux animateurs du Hirak à Oran.

Mercredi 28 avril, au sortir du tribunal d'Oran Kaddour Chouicha est interpellé ainsi que son épouse Jamila Loukil, journaliste et responsable du bureau d'Oran du quotidien Liberté. Pendant cette garde à vue, leur domicile est perquisitionné. Relâchés, le couple est convoqué le lendemain, jeudi 29 avril, à 8 heures.

Ces deux dernières années, Kaddour Chouicha est constamment harcelé, poursuivi, emprisonné et même violenté à plusieurs reprises. Il a déjà été condamné à un an de prison et relaxé en appel. Son épouse journaliste, Jamila Loukil n'a pas été épargnée, elle est souvent interpellé et fait l'objet de poursuites judiciaires.

En avril 2019, nous avons reçu Kaddour Chouicha à Toulouse pour deux réunions d'informations (à la Bourse du travail et à la Maison de quartier de Bagatelle). Il avait exprimé ses espoirs de changement pour son pays. En effet depuis plus de deux ans, les Algériennes et les Algériens manifestent par millions pour une Algérie libre et démocratique. Face à cette puissante mobilisation citoyenne qui continue, la répression violente des manifestations et les arrestations des militant-e-s de ce mouvement populaire se multiplient.

L'ensemble des forces pour l'alternative démocratique (partis, société civile, syndicats, associations, collectifs citoyens et personnalités) appelle « solennellement les Algériennes et les Algériens, au pays et dans la diaspora, à continuer de rejeter, par tout moyen pacifique, la mascarade électorale des élections législatives du 12 juin en demeurant vigilants contre toutes les provocations contre-révolutionnaire » et continue « à réclamer dans l'union le départ du système policier à travers une transition démocratique qui jette les jalons d'une nouvelle République.»

La LADDH demande « l'arrêt de la répression, l'ouverture du champ politique et médiatique et la libération de l'ensemble des détenus d'opinion et politique. » Elle estime à plus de 100 militant-e-s qui sont incarcéré-e-s.

La CGT 31, la FSU 31 et Solidaires 31 demande la libération immédiate de Kaddour Chouicha, de Jamila Loukil et de tous les prisonniers d'opinion.

